



**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE-NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES (CIR)**

RAPPORT ANNUEL 2006-2007

Rapprocher les personnes et les services...

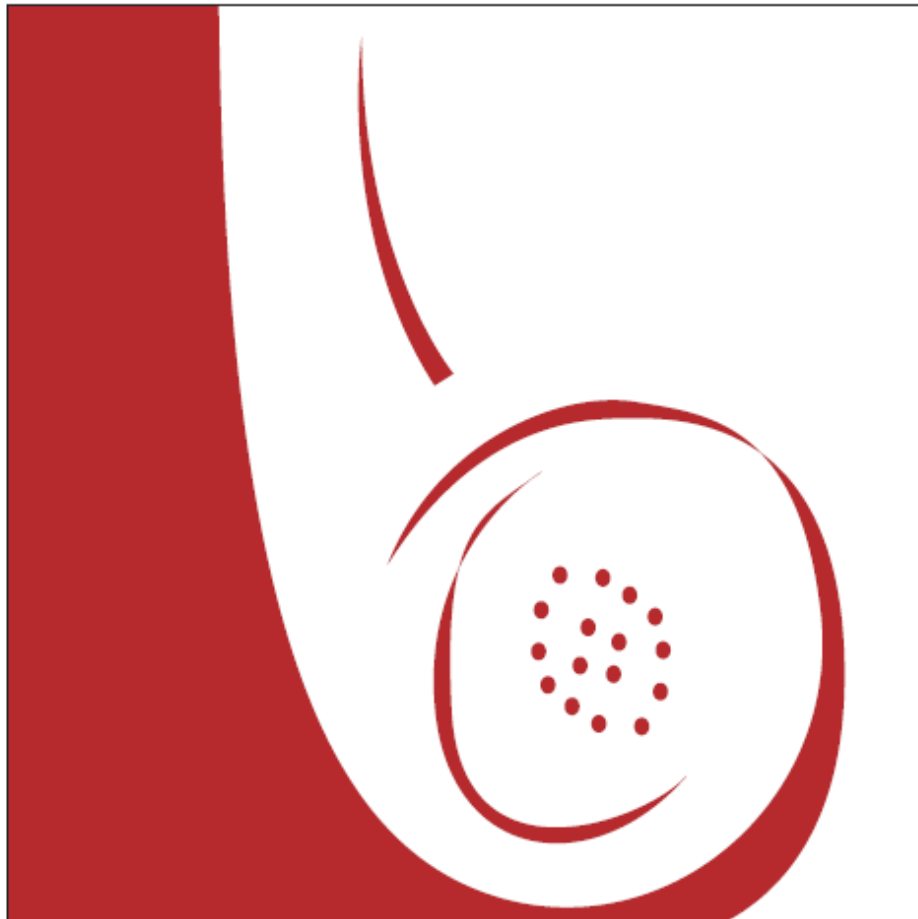


Table des matières

1. Énoncé de mission	1
2. Mot du président	2
3. Mot de la directrice générale	3
4. Rapport d'activités.....	4
5. Perspectives 2007-2008	8
6. États financiers au 31 mars 2007.....	9
Annexe 1 - Organigramme	21
Annexe 2 - Relevé des présentations effectuées en 2006-2007	22
Annexe 3 - Liste des membres du conseil d'administration 2006-2007	23
Annexe 4 - Liste des membres de la corporation au 31 mars 2007	24

1. Énoncé de mission et de valeurs du CIR

Adopté le 30 octobre 2006
Résolution CA 06-39

Dans le souci de desservir la population de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches, le Centre d'information et de référence de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches (CIR), s'engage à offrir un service de référence accessible par l'indicatif téléphonique 211, comprenant une évaluation sommaire des besoins, afin d'offrir une référence vers le service approprié.

1. Notre mission

Permettre un accès rapide et simplifié aux services disponibles dans la communauté en créant un service d'information et de référence 211 capable de répondre efficacement aux besoins de référence exprimés.

2. Notre vision

Devenir un service de référence indispensable pour les citoyens et les services communautaires de tout le territoire de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches au terme de l'implantation du Service 211.

3. Nos valeurs

- *Écoute et empathie*
- *Compétence*
- *Tolérance et non-discrimination*
- *Respect de la personne*
- *Équité et intégrité*
- *Confidentialité et anonymat*

2. MOT DU PRÉSIDENT

Chers membres,

Les dirigeants du Centre d'information et de référence de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches (CIR) mentiraient et seraient inutilement politiquement corrects s'ils n'avaient pas leur frustration quant au déroulement du développement du projet 211.

Le travail effectué par la direction générale et ses partenaires fut impeccable sur la mise en place et l'organisation de l'infrastructure nécessaire au démarrage du Service 211, comme en fait foi le présent rapport. Quant à moi, j'ai le sentiment très net d'avoir livré la marchandise en obtenant du secteur privé près de la moitié des coûts de fonctionnement pour trois ans, soit 1,8 M\$.

De plus, le projet 211 de Québec est, parmi tous les projets canadiens, celui qui comporte proportionnellement le plus d'investissement du secteur privé. Les entreprises suivantes ont confirmé leur participation financière dans le projet : L'Industrielle Alliance, Groupe Promutuel, La Capitale groupe financier, SSQ groupe financier, Desjardins sécurité financière, le Regroupement des Caisses Desjardins - Québec Ouest et Rive-Sud, la Fondation Mise-sur-toi de Loto-Québec et Bell Canada.

Malheureusement, les trois niveaux de gouvernement ne livrent pas la marchandise, tandis que partout ailleurs au Canada, les gouvernements fédéral, provincial et municipal investissent dans les projets 211 parce qu'ils sont convaincus de leur absolue nécessité. Nous voulons seulement qu'ici nos gouvernements agissent de la même façon.

Comprenons-nous bien : il y aura éventuellement un Service 211 disponible partout au Québec, nous sommes seulement en avance dans la région de Québec. Trop en avance peut-être pour les gouvernements?

Nos partenaires, Centraide Québec, le Centre d'action bénévole de Québec et le Centre d'action bénévole SERS, ont déjà énormément investi dans ce projet depuis plusieurs années, et honnêtement, les gouvernements devront donner signe de vie sinon ils mettent le projet en péril.

Nous sommes opiniâtres mais la patience a ses limites; il faut que les gouvernements s'impliquent et nous disent franchement, en toute transparence, s'ils désirent voir ce service offert au million de personnes de Québec et Chaudière-Appalaches.

Régis Labeaume,
Président du conseil d'administration

3. MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Chers membres,

Le présent rapport vient illustrer les différentes facettes de l'organisation d'un Service 211 dans la grande région de Québec. Comme vous pourrez le constater, des écueils inattendus nous ont empêchés de démarrer la centrale d'appels; cependant, l'ensemble des travaux entrepris contribuent à bâtir un projet solide, qui saura traverser les années.

La majeure partie de nos énergies ont été consacrées à **monter la base de données** qui sera utilisée par les préposés de notre future centrale d'appels. Ce travail est effectué par notre partenaire, le CABQ, et ses deux techniciens qui s'y consacrent à temps complet. C'est un élément crucial, qui nécessite beaucoup de rigueur car la qualité de la réponse du 211 en dépend directement. La superviseure, madame Valérie Godin, a abattu un travail colossal, avec près de 900 inscriptions au 31 mars.

Nos énergies ont aussi beaucoup été déployées à poursuivre le travail entrepris par Centraide Québec depuis 2001 pour faire connaître le Service 211; nous avons tenu cette année **47 rencontres** d'organismes, regroupements, services gouvernementaux, d'intervenants, d'élus et de fonctionnaires, rejoignant directement près de 500 personnes (voir annexe 2). Chacune de ces rencontres a permis de préciser ce qu'est un Service 211 et aussi ce qu'il ne sera pas. Nous réalisons que ces rencontres sont un élément important du travail de la direction générale et de ses partenaires.

Enfin, le conseil d'administration a pu consacrer plus d'énergie à la vie associative du CIR. C'est ainsi que plusieurs **politiques et procédures** ont été élaborées, discutées et adoptées par le conseil d'administration cette année. Nous sommes très heureux d'avoir pu y accorder le temps requis.

Comme vous pourrez le constater à la lecture du présent rapport, le Service 211 est à préparer activement son entrée en service. S'il n'en tenait qu'à nous, le plus tôt serait le mieux, car nous avons très hâte de rendre les informations colligées dans la dernière année enfin accessibles à toute la population et aux intervenants des régions de Québec et de la Chaudière-Appalaches.

Claude Vanasse,
Directrice générale

4. RAPPORT D'ACTIVITÉS

... quand le projet prend forme ...

TABLEAU des points saillants de l'année :

3 avril	Entrée en fonction, au CABQ, de deux techniciennes en documentation pour débiter le travail de conception de la base de données du 211
8 mai	Adoption par le conseil d'administration des <i>Orientations touchant les critères d'inclusion et d'exclusion des organismes de la base de données du 211</i>
12 juin	Désignation de Me Serge Kronstrom à la vice-présidence du conseil d'administration et création d'un <i>comité d'éthique</i>
Juin 2006	Rédaction d'un <i>Sommaire exécutif, implantation du Service 211</i> , par la firme Deloitte, afin d'appuyer nos démarches auprès des bailleurs de fonds
30 octobre	Définition de la <i>mission</i> et adoption du <i>Code de déontologie</i> de la corporation
Novembre/ décembre	Les grandes compagnies d'assurance ayant leur siège social dans la région, les Caisses Desjardins et Bell Canada confirment leur appui financier pour les trois premières années d'opération
Janvier 2007	Le comité d'éthique termine ses travaux sur la <i>Politique de gestion des plaintes</i>
Mars	Centraide Québec confirme notre subvention de démarrage pour une deuxième année

◆ Des nouvelles de la base de données du 211

En date du 31 mars dernier, nous avons déjà près de **900 fiches complétées** dans la base de données du futur Service 211.

État d'avancement de la base de données

Nombre de fiches (total)	1839
Fiches total phase 1	1471
Mise à jour complétées	836 (57%)
Fiches incomplètes ou en attente	110 (7%)

Source Valérie Godin, superviseure
02-04-07

Le travail avance rapidement et régulièrement grâce aux efforts des deux employés et des bénévoles sous la gouverne du CABQ, responsable de cet aspect du projet. Comme nous l'avions anticipé, la mise à jour des fiches nécessite plusieurs communications avec un organisme, et il faut être tenace car nous sommes à établir le réseau des contacts qui assureront la fiabilité de nos références.

La superviseure de la base de données, madame Valérie Godin, a abattu un travail remarquable de conception et d'appropriation des caractéristiques de la gestion des données. Sans sa rigueur et sa compétence, les travaux de confection ne seraient jamais aussi avancés. Valérie contribue aussi au comité mis en place par InformCanada pour la traduction française de la taxonomie (futur système de classement des termes) dont l'arrivée est prévue pour décembre prochain.

◆ **Travaux du conseil d'administration**

Le conseil d'administration s'est réuni à six reprises au cours de la présente année. En plus des démarches pour compléter la nomination des membres cooptés, plusieurs dossiers ont fait l'objet d'une étude approfondie avant d'être adoptés par le conseil : la *Déclaration de service à la clientèle*, la *Politique de gestion des plaintes*, le *Code de déontologie*, le *Protocole de partenariat avec nos partenaires*, le *Mandat du Comité d'éthique* et les *Critères d'inclusion et d'exclusion de la base de données*. Plusieurs éléments du *Manuel de gestion* sont aussi en cours de rédaction.

Le suivi financier des opérations a été une préoccupation constante et les outils développés cette année ont permis aux administrateurs de bien jouer leur rôle. Les états financiers joints à ce rapport illustrent les résultats d'une gestion serrée des fonds reçus de Centraide Québec et de la Fondation Mise sur toi.

Enfin, mentionnons que le financement récurrent du projet a été au cœur des préoccupations cette année. En effet, malgré une confirmation des partenaires privés dès l'automne 2006, le financement public (60%) n'a toujours pas suivi en date du présent rapport. **Par prudence, le démarrage de la centrale d'appels ne sera pas confirmé tant que l'ensemble du financement récurrent ne sera pas acquis.** Le conseil demeure donc très actif à ce chapitre.

◆ **Travaux préparatoires à l'ouverture de la centrale 211**

Même si la centrale n'est pas en fonction, il ne faut pas penser que nous n'y consacrons pas de temps. C'est ainsi que les appels d'offre pour la téléphonie et le futur site Internet ont été effectués, parallèlement à la **planification et la rédaction** des différents documents requis avant de démarrer : profils de postes, conditions de travail, échelles salariales, plan de communication (projet), horaires de travail, appropriation des normes canadiennes AIRS.

Notre partenaire aux opérations de la centrale 211, le CAB-SERS, y consacre plusieurs heures par mois, sans dédommagement significatif, étant donné les budgets de démarrage extrêmement restreints. Cette situation est fort préoccupante pour les conseils d'administration des organismes partenaires et devra trouver un dénouement dans la prochaine année.

◆ **Travaux du Comité d'éthique et du Comité de gestion**

Le conseil d'administration s'est adjoint un *Comité d'éthique* afin de l'éclairer sur les grandes questions d'ordre éthique. Sous la gouverne de monsieur Robert Caron, secrétaire du conseil d'administration, deux rencontres ont eu lieu pour se pencher sur une *Politique de gestion des plaintes*, ainsi que sur les critères d'inclusion et d'exclusion de la base de données.

De plus, selon l'organigramme adopté en août dernier (voir annexe 1), la direction générale du CIR coordonne les travaux d'un *Comité de gestion*, formé des directeurs généraux des CABS partenaires. Les réunions ont lieu mensuellement, tantôt à Lévis, tantôt à Québec, pour assurer le suivi des opérations courantes et préparer les dossiers destinés au conseil d'administration.

◆ **Présentations du Service 211**

Un aspect particulièrement intéressant de cette année a été de présenter le Service 211 sur toutes les tribunes possibles (voir liste en annexe 2). Chaque présentation nous permet de préciser ce qu'est un 211, comment il simplifie la recherche d'une ressource, autant pour les individus que pour les intervenants. Au début, certains organismes communautaires ont manifesté la crainte d'être débordés d'appels, ou de voir leurs subventions coupées. Nous pensons qu'une meilleure compréhension de la qualité du triage qui sera effectué par les préposés de notre centrale a permis de dissiper la plupart des craintes. De plus, la mise en place de notre Comité d'éthique est venue en rassurer plusieurs. Enfin, mentionnons que plusieurs rencontres étaient destinées aux intervenants des réseaux de la santé ou de l'emploi : toutes et tous attendent impatiemment le lancement de notre site Internet et de la centrale téléphonique, témoignant du besoin pressant d'un guichet centralisé capable de donner une information fiable et complète.

◆ **Participation au réseau canadien**

L'arrivée de la première équipe 211 au Québec a été accueillie avec beaucoup d'intérêt par les collègues en info-référence des autres provinces canadiennes. Le **Comité national d'implantation du 211 (NIC)** de Centraide Canada tient une conférence téléphonique toutes les six semaines, ce qui s'est avéré un excellent forum d'échanges. Nous avons joint **CIOC**, une coopérative de services informatiques regroupant plus de 70 services d'information et de référence sociale de tout le Canada.

Nous sommes aussi membres d' **InformCanada**, et nous avons été approchés pour joindre le conseil d'administration lors de l'assemblée générale annuelle d'octobre prochain. Notre secrétaire-trésorier, monsieur Robert Caron, et la superviseure de la base de données, madame Godin, ont participé à la **Conférence annuelle (CCIRC)**, tenue à Niagara, en octobre dernier. Madame Vanasse avait aussi participé au **211 Day**, lors de la réunion annuelle des Centraide à Edmonton, en avril dernier.

Enfin, nous participons activement aux travaux visant à offrir le **matériel en français** dans les plus brefs délais, autant pour CIOC qu'à InformCanada. Il nous faut être vigilant car il est obligatoire que le matériel de formation soit disponible en français si nous voulons nous préparer adéquatement à passer la certification canadienne AIRS.

Ces différents comités permettent de consolider le réseautage et d'obtenir une foule de renseignements sur divers aspects liés au développement d'un service de référence de type 211. C'est un ressourcement fort apprécié.

◆ **Arrimage avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)**

Avec l'aide du Bureau de la Capitale-Nationale, nous avons tenu plusieurs rencontres avec différents ministères et organismes susceptibles de financer le 211. Il faut comprendre que les autres partenaires gouvernementaux attendent du MSSS qu'il assure un certain leadership dans ce dossier avant de s'engager à leur tour.

Nous pensons avoir fait des progrès auprès du MSSS sur la compréhension de la place du Service 211 dans la région. En effet, une rencontre avec monsieur Roger Paquet, sous-ministre, a permis de clarifier la complémentarité du 211 et du 811, qui est une ligne d'intervention de première ligne en santé. Des rencontres avec les Agences de la santé et des services sociaux de Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches ont aussi permis d'éliminer les ambiguïtés liées à notre arrivée.

Cependant, le dédoublement des informations communautaires contenues dans les bases de données des ressources d'Info-Santé reste à régler; nous sommes en attente d'une table de travail à ce chapitre depuis plus d'un an.

Les expériences des autres provinces démontrent pourtant que le 211 devient l'outil de référence privilégié par les intervenants des grands réseaux, grâce à sa fiabilité et ses mises à jour constantes. C'est aussi le rôle que nous assumerons dans la grande région de Québec.

5. PERSPECTIVES 2007-2008

...ce qui doit arriver...

Des partenaires...gouvernementaux, enfin!

L'année 2007 devra être marquée par l'arrivée des différents paliers gouvernementaux à titre de partenaires financiers du 211 dans la grande région de Québec. Sans eux, un projet de l'ampleur du 211 n'est pas envisageable.

Il nous reste aussi à prendre la place qui nous revient en info et référence dans le contexte de la mise en œuvre du 811 (Info-Santé/info sociale). **Le CRTC n'a créé aucun dédoublement des rôles, n'en déplaie à certains fonctionnaires du MSSS.**

Nous comptons aussi sur l'arrivée de Centraide Montréal dans le dossier du 211 pour faciliter le financement provincial sur une base récurrente.

Une chose est certaine : les gouvernements devront participer au financement du 211 à Québec comme ils le font partout ailleurs au Canada...ou nous devons admettre que la grande région de Québec n'est pas prête à travailler ensemble pour offrir cet outil à sa population.

2007, l'année du démarrage de la centrale 211

L'année en cours doit être celle du démarrage de la centrale d'appels car beaucoup d'énergies ont été consacrées à ce projet depuis cinq ans. Les centres d'action bénévoles, partenaires dans ce projet, nous ont d'ailleurs signifié qu'ils doivent savoir sur quel pied danser pour l'automne prochain. Le conseil d'administration est conscient du temps consacré bénévolement depuis des années et analysera tous les scénarios.

Le modèle ontarien : un réseau provincial à suivre de près!

L'année 2006 a vu des Services 211 se déployer de manière accélérée chez nos voisins ontariens. Cinq nouveaux services entreront en opération dans les prochains mois, complétant le réseau provincial. Il va sans dire que nous suivons attentivement ce modèle car nous espérons voir la région de Montréal joindre le 211 dans la prochaine année, ce qui nous permettrait d'entreprendre le déploiement provincial du Service 211 dans les meilleurs délais. D'ailleurs, nous avons fait deux rencontres avec d'autres régions de l'est du Québec que le dossier intéresse.

De nouveaux administrateurs ...qui remplaceront les pionniers du 211

Lors de la formation du conseil d'administration, une mesure transitoire avait été introduite quant à la durée des mandats des administrateurs. L'effet immédiat est que trois membres fondateurs nous quitteront à l'assemblée générale annuelle. Il s'agit de madame France Lefrançois, et de messieurs Marcel Pouliot et Guy-Maurice Boutin. Nous les remercions chaleureusement de nous avoir accompagnés dans cette première année d'implantation du projet. Quand le Service 211 sera en opération, ils pourront être fiers d'avoir contribué à sa mise en œuvre.

Nous espérons que la lecture du présent rapport vous aura permis de mesurer l'ensemble des énergies déployées tant par les partenaires et les bénévoles que par la Corporation du 211 pour voir naître le Service 211 dans la grande région de Québec et de la Chaudière-Appalaches. Je me fais la porte-parole de tous nos partenaires en vous disant que notre plus grand souhait, en 2007, est de démarrer ce service à la population car nous savons qu'il changera la vie des gens en général et des plus démunis en particulier. Nous déployons tous les efforts pour réussir.

6. ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2007



BRUNO BRASSARD & ASSOCIÉS INC.
RICHARD CARRIER & ASSOCIÉS INC.

BRASSARD CARRIER
COMPTABLES AGRÉÉS

1651, chemin Sainte-Foy, bureau 200
Québec (Québec) G1S 2P1
Télécopieur: (418) 682-0282
Téléphone: (418) 682-2929

info@GroupeBca.com
Site Web: GroupeBca.com

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

Aux membres,

Nous avons vérifié le bilan du CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES au 31 mars 2007 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets, et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2007 ainsi que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

BRASSARD CARRIER, COMPTABLES AGRÉÉS

Par : Bruno Brassard, & Associés inc. (Bruno Brassard, CA)

Québec, le 28 mai 2007

**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
exercice terminé le 31 mars**

Les notes font partie intégrante des états financiers.

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	\$	1 mois \$
FONDS INVESTIS EN IMMOBILISATIONS		
SOLDE AU DÉBUT	7 488	-
Investissements comptant en immobilisations	3 800	8 809
Amortissement	(2 707)	(1 321)
SOLDE À LA FIN	<u><u>8 581</u></u>	<u><u>7 488</u></u>

FONDS D'ADMINISTRATION, NON AFFECTÉ

SOLDE AU DÉBUT	8 383	-
Résultats nets de l'exercice	(6 485)	8 383
SOLDE À LA FIN	<u><u>1 898</u></u>	<u><u>8 383</u></u>

APPROBATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL:

 , président
 , secrétaire

**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
RÉSULTATS**

exercice terminé le 31 mars

Les notes font partie intégrante des états financiers.

	2007		2006	
	\$	%	\$	1 mois %
PRODUITS				
Subventions	150 000	99.89	35 000	100.00
Autres produits	(Note 10) 159	0.11	-	-
	150 159	100.00	35 000	100.00
CHARGES				
Salaires et avantages sociaux	33 910	22.58	-	-
Contractuels	68 345	45.52	12 271	35.06
Frais de gestion des sites	10 143	6.75	-	-
Frais de formation	1 485	0.99	240	0.69
Honoraires professionnels	11 785	7.85	965	2.76
Loyer	8 040	5.35	500	1.43
Entretien ménager et réparation	2 596	1.73	1 720	4.91
Fournitures de bureau et papeterie	3 396	2.26	307	0.88
Télécommunications	3 448	2.30	-	-
Assurances	915	0.61	-	-
Taxes, licences et permis	-	-	145	0.41
Déplacements	3 625	2.41	347	0.99
Représentation	1 773	1.18	744	2.13
Publicité et promotion	1 648	1.10	-	-
Affiliations et abonnement	1 624	1.08	450	1.29
Intérêts et charges bancaires	111	0.07	119	0.34
Acquisition d'immobilisations	3 800	2.53	8 809	25.17
	156 644	104.32	26 617	76.05
RÉSULTATS NETS	(6 485)	(4.32)	8 383	23.95



**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
FLUX DE TRÉSORERIE
exercice terminé le 31 mars**

Les notes font partie intégrante des états financiers.

		<u>2 0 0 7</u>	<u>2 0 0 6</u>
		\$	1 mois \$
EXPLOITATION			
Résultats nets du fonds d'administration, non affecté	(Résultats)	(6 485)	8 383
Débiteurs (augmentation)	(Bilan-variation)	(9 338)	(663)
Créditeurs (diminution)	(Bilan-variation)	(9 186)	19 087
		<u>(25 009)</u>	26 807
VARIATION DES LIQUIDITÉS		(25 009)	26 807
TRÉSORERIE AU DÉBUT	(Note 3)	26 807	-
TRÉSORERIE À LA FIN	(Note 3)	1 798	26 807



**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
BILAN
au 31 mars**

Les notes font partie intégrante des états financiers.

		2007		2006	
		\$	%	\$	%
ACTIF À COURT TERME					
Encaisse	(Note 4)	1 798	8.82	26 807	76.68
Débiteurs	(Note 5)	10 001	49.07	663	1.90
		11 799	57.89	27 470	78.58
IMMOBILISATIONS					
	(Note 6)	8 581	42.11	7 488	21.42
		20 380	100.00	34 958	100.00
PASSIF À COURT TERME					
Créditeurs	(Note 7)	9 901	48.58	19 087	54.60
ACTIFS NETS					
	(Note 8)				
Fonds investis en immobilisations	(Évolution des actifs nets)	8 581	42.11	7 488	21.42
Fonds d'administration, non affecté	(Évolution des actifs nets)	1 898	9.31	8 383	23.98
		10 479	51.42	15 871	45.40
		20 380	100.00	34 958	100.00



**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
exercice terminé le 31 mars**

Les notes font partie intégrante des états financiers.

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, est une société à but non lucratif qui a pour objectif d'établir, gérer et maintenir un service d'information et de référence pour la population au numéro de téléphone 211. Les appelants sont référés aux organismes du ministère qui répondent le mieux à leurs besoins.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures qu'elle pourrait prendre dans l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur de l'encaisse, des sommes à recevoir et des effets à payer est équivalente à la valeur comptable étant donné leur courte échéance.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

3. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE

Les fonds de caisse, les soldes bancaires et découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, ainsi que les placements dans des instruments du marché monétaire, dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, sont considérés comme des trésoreries et équivalent de trésorerie.

4. ENCAISSE

	2007	2006
	\$	\$
Liquidités disponibles	1 798	26 807



**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
exercice terminé le 31 mars**

Les notes font partie intégrante des états financiers.

5. DÉBITEURS	2007	2006
	\$	\$
Clients et autres comptes courants	10 001	-
Taxes à recevoir	-	663
	<u>10 001</u>	<u>663</u>

6. IMMOBILISATIONS	2007		2006	
	COÛT	VALEUR NETTE	COÛT	VALEUR NETTE
	\$	\$	\$	\$
Ameublement et équipements	2 192	1 973	-	-
Équipement informatique	10 417	6 608	8 809	7 488
	<u>12 609</u>	<u>8 581</u>	<u>8 809</u>	<u>7 488</u>
Amortissement accumulé		<u>4 028</u>		<u>1 321</u>
Acquisition de l'exercice, au coût		<u>3 800</u>		<u>8 809</u>

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon les méthodes et taux annuels suivants, à l'exception des acquisitions de l'exercice qui sont amorties au demi-taux.

Ameublement et équipements	Dégressif	20%
Équipement informatique	Dégressif	30%

7. CRÉDITEURS	2007	2006
	\$	\$
Fournisseurs et charges courues	<u>9 901</u>	<u>19 087</u>

8. ACTIFS NETS

Fonds d'administration, non affecté

Le fonds d'administration est utilisé pour les activités courantes de la société. Ce fonds présente les revenus et les dépenses d'administration et les ressources non affectées.



**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
exercice terminé le 31 mars**

Les notes font partie intégrante des états financiers.

9. ENGAGEMENTS À RECEVOIR

La société a des subventions à recevoir sous certaines conditions, au cours des prochains exercices :

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013&+	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Montant	140 000	75 000	-	-	-	-	215 000

10. AUTRES PRODUITS

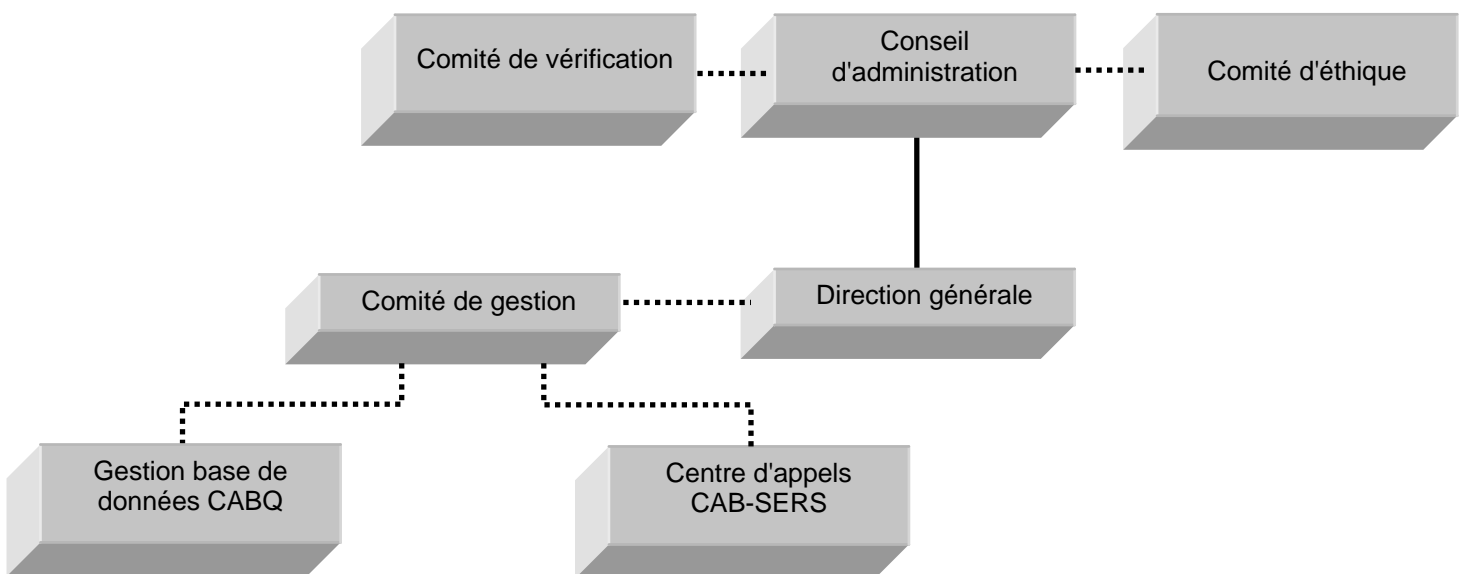
	2007	2006
	\$	1 mois \$
Intérêts	159	-



ANNEXES

ANNEXE 1

Organigramme



ANNEXE 2

Relevé des présentations effectuées en 2006-2007

Députée de Lévis - 6 février	Salon des aînés - 1 octobre
Sogique - 15 février	Rencontre des organismes - 16 octobre (Lévis)
AG de fondation - 22 janvier	Rencontre des organismes – 7 novembre
Caisses Desjardins Québec Est et Québec Ouest - 2 mars	CRÉ Capitale-Nationale - 7 décembre
CDC - 2 mars	Ministère de la Santé et des Services sociaux (sous-ministre en titre) – 8 décembre
Fonds québécois(FQIS) J. Dusseault – 8 mars	Centraide CA - 14 décembre
Ministère de la Santé et des Services sociaux - 13 mars	CSSS Québec Nord - 20 décembre
Mairie de Lévis - 14 mars	MESS (Sévigny) - 21 décembre
Journée 211 - 16 mars	CLE Lévis - 10 janvier
CSSS Vieille Capitale Dir. comm. – 18 mars	CLSC Lévis (intervenants) - 15 janvier
Bureau de la Capitale-Nationale - 16 mai	CLD Québec - 22 janvier
Centre Holland - 18 mai	Rencontre des organismes - 23 janvier
Services Québec - 9 juin	Table CLSC de concertation des organismes - Lotbinière - 25 janvier
ROC 03- 13 juin	CSSS GL (Santé mentale) - 8 février
Bureau de la Capitale-Nationale (CAR) – 15 juin	Agence Capitale-Nationale - 8 février
CSSS Grand Littoral - 20 juin	CMQ Comité de dév. économique – 20 février
FADOQ - 21 juin	Regroupement des maisons de jeunes Région 03 - 21 février
MSSS - 4 août	Centraide Centre du Québec Comité de développement social - 27 février
Bureau de la Capitale-Nationale - 15 août	CLSC Bellechasse - 28 février
Ville de Québec (Comm.) - 6 septembre	Agence Chaudière- Appalaches - 8 mars
MSSS - 8 septembre	CRÉ Capitale-Nationale Table de dév. social - 21 mars
Croix-Rouge - 14 septembre	Finissants Service social Univ. Laval – 22 mars
CSSS QN - 22 septembre	RMQ - 29 mars
Table de concertation des aînés - 25 septembre	

ANNEXE 3

**Centre d'information et de référence
de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches(CIR)
Liste des membres du conseil d'administration
2006-2007**

NOM	FONCTION	STATUT	DURÉE DU MANDAT
Régis Labeaume PDG Fondation de l'Entrepreneurship	Président	Membre coopté	2006-2009
Me Serge Kronstrom Associé, Langlois, Kronstrom, Desjardins	Vice-président	Membre coopté	2006-2008
Robert Caron Directeur, Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels	Secrétaire- Trésorier	Membre désigné par Centraide Québec	2006-2008
Benoît Bisailon Président, CanadAide	Administrateur	Membre désigné par le CABQ	2006-2008
Guy-Maurice Boutin Administrateur, CAB-SERS	Administrateur	Membre désigné par le CAB- SERS	2006-2007
Jean-Paul Gaumont Administrateur, CAB-SERS	Administrateur	Membre désigné par le CAB- SERS	2006-2009
France Lefrançois Agente de pastorale, Diocèse de Québec	Administratrice	Membre désigné par Centraide Québec	2006-2007
Marcel Pouliot Administrateur, CABQ	Administrateur	Membre désigné par le CABQ	2006-2007
Céline Trudel Directrice du développement communautaire, Centraide Québec	Administratrice	Membre désigné par Centraide Québec	2006-2009
Claude Vanasse	Directrice générale	Membre sans droit de vote	

ANNEXE 4**Liste des membres de la Corporation****Membres corporatifs associés**

Carrefour Jeunesse Emploi de la Capitale-Nationale
Centre communautaire l'Amitié
Centre de santé et de services sociaux du Grand Littoral
Mouvement des services à la communauté du Cap-Rouge
Service d'entraide Basse-Ville
Société de St-Vincent-de-Paul
Sources vives familles monoparentales et recomposées

Membres corporatifs réguliers

Action des nouvelles conjointes du Québec
Association des grands-parents du Québec
Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes - Région de la Capitale-Nationale
Canad'Aide internationale au développement équitable
Centre d'action bénévole de Québec inc. (CABQ)
Centre d'action bénévole-SERS
Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg
Centre d'amitié autochtone de Québec
Centre Jeunesse Chaudière-Appalaches
Comité logement d'aide aux locataires
Entraide des aînés de Sillery
Table de concertation des personnes aînées - Région de Québec
Tel-Aide Québec

Membres individuels associés

Benoît Bisailon
Guy-Maurice Boutin
Yvon Bussièrès
Robert Caron
Louis Champoux
Cécile Gallant
Jean-Paul Gaumont
Serge Kronstrom
Régis Labeaume
France Lefrançois
Karen Macdonald
Hector Ouellet
Micheline Paré
Marcel Pouliot
Grant Regalbuto
Céline Trudel
Claude Vanasse

**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE-NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES (CIR)**



Centre d'information et de référence de la Capitale-Nationale
et de la Chaudière-Appalaches (CIR)
Halles Fleur de Lys, 245, rue Soumande, local 285
Québec QC G1M 3H6
Tél. : (418) 681-3501
Télec. : (418) 681-6481
Site Internet : www.cabqinc.net